

## À PROPOS DU RAPPORT

L'Afrique se trouve à un croisement. Après une longue histoire mêlant exploitation (commerce des esclaves et colonialisme), conflits violents (lutte pour la libération, guerres civiles et coups d'État militaires), et tourmentes économiques (les diverses expériences de développement économique post-colonial, la dévastation due aux programmes d'ajustement structurel des années 1980 et 1990), elle a finalement observé une décennie de croissance économique renforcée et une plus grande stabilité politique.

Bien que longtemps jugée comme un continent souffrant uniquement d'obstacles structurels à la croissance et au développement économiques (climat difficile, géographie défavorable, une diversité ethnique variée, faiblesse des institutions, préjugés culturels, etc.), un optimisme général se dégage aujourd'hui à propos de son avenir. Les propos clamés d'une «Tragédie de croissance africaine» sont alors remplacés par un discours sur «L'émergence de l'Afrique», avec des métaphores comme «Les lions africains», en hommage évident à celle des «Tigres asiatiques», qui y sont rattachées.

Il est important que les pays africains commencent à penser sérieusement à, et à mettre en œuvre, des moyens d'améliorer leurs secteurs des produits de base et, plus important encore, à promouvoir le développement des secteurs à plus forte productivité, en particulier le secteur manufacturier, mais aussi certains services à haute valeur ajoutée

Cependant, il n'est pas encore clair si l'Afrique peut diriger la récente reprise économique vers un développement économique durable. Premièrement, au cours de la décennie passée, l'accélération de la croissance économique dans plusieurs pays du continent est due à des facteurs ponctuels, comme la découverte de réserves substantielles de pétrole ou de minéraux (par exemple, en Guinée équatoriale) ou à la fin d'une guerre civile prolongée (par exemple, au Tchad). Deuxièmement, la plus grande partie de la croissance économique s'est basée sur des prix élevés des produits de base<sup>1</sup>, combinés à relativement peu d'amélioration dans les secteurs des produits de base eux-mêmes (par exemple, la fabrication du beurre et de la poudre de cacao au lieu d'exporter les fèves de cacao). Compte tenu de cela, la chute récente des prix des produits de base, susceptible de durer pendant un certain temps, assombrit la perspective de croissance à court et à moyen terme<sup>2</sup>. Plus impor-

tant encore, l'incapacité de la plupart des pays africains à utiliser la récente croissance basée sur les produits de base pour lancer une croissance plus durable, basée sur le développement du secteur manufacturier (y compris, mais non exclusivement, la transformation des produits primaires), rend la perspective à long terme du continent inquiétante. Aucun pays, à l'except-

1 Par produits de base, nous entendons les produits qui ne sont pas transformés. Ceux-ci comprennent les produits agricoles bruts (ex. graines de cacao et feuilles de thé), les ressources naturelles (ex. le pétrole, le gaz naturel et les minéraux) et les pierres précieuses brutes (ex. les diamants et les rubis).

2 Bien que dans le cas des produits de base dont certains pays d'Afrique sont importateurs nets, en particulier le pétrole, la chute de leurs prix peut avoir des répercussions positives sur ces pays africains.

tion d'États exceptionnellement riches en pétrole (par ex. le Qatar, le Koweït, Brunei) ou de très petits paradis financiers (par ex. Monaco, Liechtenstein), n'a atteint des niveaux de vie durables sans le développement d'un secteur manufacturier important.

Dans cette optique, il est important que les pays africains commencent à penser sérieusement à, et à mettre en œuvre, des moyens d'améliorer leurs secteurs des produits de base et, plus important encore, à promouvoir le développement des secteurs à plus forte productivité, en particulier le secteur manufacturier, mais aussi certains services à haute valeur ajoutée. Ce rapport se veut donc une contribution à ce processus de réflexion.

Après une discussion critique des discours de la «Tragédie de croissance africaine» et de «L'émergence de l'Afrique» au Chapitre 2, le rapport passe au Chapitre 3 dans lequel nous discutons des diverses théories qui débattent de la raison pour laquelle les pays en développement doivent utiliser des politiques industrielles qui ciblent principalement (mais pas exclusivement) le secteur manufacturier dans le but de transformer leurs économies. Nous allons montrer qu'il existe un bien plus grand nombre de théories économiques qui justifient une politique industrielle que même les partisans de la politique industrielle ne veulent l'admettre. Nous allons également examiner les théories qui mettent en garde, ou dénigrent même, la politique industrielle et nous montrerons comment certaines de ces théories sont fondées sur des bases peu solides tandis que même les plus robustes d'entre elles sont souvent appliquées de façon excessive.

Au Chapitre 4, le rapport présentera une preuve empirique démontrant que dans pratiquement tous les cas de développement économique réussi – tant au niveau de l'économie qu'au niveau industriel – une politique industrielle active a joué un rôle transformateur important (et souvent décisif). Nous montrerons cela en examinant les expériences historiques des pays développés actuels, non seulement dans un passé récent (depuis la Seconde Guerre mondiale), mais également lorsqu'ils ont été confrontés à des enjeux similaires à ceux auxquels les pays d'Afrique sont confrontés de nos jours, c'est-à-dire au cours d'un passé plus lointain, situé entre le 18<sup>e</sup> siècle et le début du 20<sup>e</sup> siècle. Nous allons également examiner le rôle de la politique industrielle dans les pays en développement qui ont rencontré un certain succès grâce à elle. Un grand éventail de cas sera examiné – pas seulement les plus développés (Chine, Brésil, Chili, Malaisie et Émirats Arabes Unis), mais aussi les moins développés (Éthiopie, Rwanda, Vietnam et Ouzbékistan). Nous ne nous contenterons pas d'analyser le secteur manufacturier (par ex. l'électronique, la fonte de l'aluminium, la construction navale), mais aussi les secteurs primaires (par ex. le soja, le saumon, l'huile de palme, l'horticulture) et les services (par ex. le tourisme).

Après avoir montré comment la politique industrielle a joué un rôle critique dans les réussites économiques réelles, le Chapitre 5 examine deux changements dans l'environnement économique mondial qui sont censés avoir rendu impossible pour les pays pauvres actuels, y compris les pays africains, de tirer les leçons des expériences passées des pays plus déve-

loppés économiquement. L'un est le rétrécissement de la marge de manœuvre qui a suivi la mise en place de l' Organisation mondiale du commerce (OMC) et la prolifération d'accords commerciaux et d'investissement bilatéraux (et certains régionaux). L'autre est la prolifération et le renforcement des chaînes de valeur mondiales (CVM) contrôlées par des multinationales géantes qui rendent les politiques industrielles «nationalistes» moins efficaces et moins productives. Au Chapitre 5, nous examinons ces arguments et montrons que, alors qu'ils ont modifié les mesures de politique industrielle pouvant être utilisées et celles qui sont les plus efficaces, ces changements n'ont pas invalidé l'ensemble des types de politiques industrielles. Il reste encore de nombreuses mesures de politique industrielle pouvant être utilisées. Par ailleurs, ces changements ont plutôt rendu encore plus nécessaire pour les décideurs de politique industrielle des pays en voie de développement de faire preuve d'intelligence lors de la conception des stratégies de développement et de la conception des mesures de politique industrielle.

Le Chapitre 6 offre un résumé et la conclusion du rapport.



